

# Le syndicalisme de 1966 à 1984

## Groupe 1 :

### **Le syndicalisme, la CGT et les grandes transformations de la société française**

**Joël Hedde – Janvier 2006**

Élaborer un tableau le plus complet possible des évolutions qui marquent la société française, essayer d'en mesurer les conséquences sur la transformation des rapports sociaux et sur le syndicalisme ses concepts, ses pratiques, tel est l'objectif que devrait se fixer le premier groupe de travail.

Il s'agit donc de contextualiser la période 66/84 pour comprendre les enjeux, les processus, les contradictions. Plus qu'à une périodisation, le groupe s'attachera à dégager les grands phénomènes et débats qui traversent la période et contribuent à sa transformation.

Sans être exhaustifs plusieurs aspects pourraient retenir notre attention notamment celui des mutations scientifiques et technologiques. Nous entrons dans l'ère de la société informationnelle, les communications se développent, la télévision devient un outil idéologique, les radios libres tentent de s'imposer, les distances se rétrécissent, l'informatique et ses conséquences sur l'outil, et l'organisation du travail pénètre tous les domaines de la vie sociale, de nouveaux métiers apparaissent dans le même temps où l'élévation de la qualification devient un besoin économique et une aspiration de la masse de la population. La composition du salariat se modifie, les employés, les techniciens, cadres et ingénieurs apparaissent progressivement sur le devant de la scène sociale avec une féminisation accrue. La crise va décimer les forteresses ouvrières : sidérurgie, navale, textile, mines .... Elles vont être l'enjeu de restructuration dont la classe ouvrière, dans sa version traditionnelle, « héritage » de la révolution industrielle, va payer le plus lourd tribut. La période qui s'ouvre va mettre en cause les acquis antérieurs résultats des luttes de 1936 et de la libération et a banalisé la précarité, la déréglementation et un fort taux de chômage.

Le capitalisme va tirer les conséquences de l'effondrement du système financier de Bretton Wood en 1972, de la crise pétrolière de 1973 et du boum des matières premières en 72/73. Il s'agit de réorganiser l'ordre international dans la double relation est-ouest et nord-sud, elles reposent sur trois axes, le militaire avec les questions du nucléaire et du désarmement, l'organisation des échanges et le contrôle des ressources. Les États-unis perdent au Vietnam, mais gardent leur influence en Amérique du Sud (Chili), le handicap des dictatures au Portugal, en Espagne, en Grèce est levé et l'Europe libérale peut s'affirmer pendant que l'URSS (après le printemps de Prague) entre dans l'« ère » de « glaciation » et se fourvoie en Afghanistan. Le socialisme réel ne parvient pas à instaurer un fonctionnement démocratique et la question fait débat : est-ce inhérent au système lui-même ou aux contraintes historiques et aux relations internationales héritées de la guerre froide ?

En France, paradoxalement, face à la restructuration de l'appareil productif, la concentration du système financier et à l'internationalisation de l'économie une dynamique se crée autour, pour faire court, de l'aspiration à plus de démocratie, de participation à la vie sociale.

Les mouvements féministes mûrissent s'affirment et prennent une part active à des revendications portées par le corps social telle la légalisation de l'IVG, la reconnaissance de la place des femmes dans la vie sociale et notamment l'égalité de traitement dans la vie professionnelle. L'émergence des mouvements écologistes sensibilise à l'environnement au point d'en faire une question politique majeure.

La région et plus particulièrement le « local » apparaît comme un lien capable de mieux prendre en compte l'expression des citoyens, de constituer un tissu social revivifié et de peser sur la vie politique, la revendication de « vivre et travailler au pays » traduit aussi ces aspirations.

Les mentalités changent, les rapports entre générations se modifient, la jeunesse s'affirme et prend une large part aux débats et luttes qui se développent sans en avoir toujours les responsabilités.

Sur le plan politique, l'existence d'un accord sur un programme de gouvernement entre les forces de gauche crédibilise l'idée non seulement d'une alternative politique mais d'un changement en profondeur du système qui régit les rapports entre les hommes. Un socialisme « aux couleurs de la France » apparaît possible. La rupture du programme commun, l'arrivée de la gauche au pouvoir et sa gestion engendreront beaucoup de frustration.

Face à ces évolutions, confrontées à la crise et à la déstructuration des emplois, à l'éclatement des lieux de travail, le syndicalisme, sous parfois des aspects conjoncturellement unitaires, va s'opposer et se diviser.

D'une part, la CGT marquée par un syndicalisme de contestation avec des orientations imprégnées de marxisme va nourrir des luttes larges, dures, souvent longues avec occupation des lieux de travail et dont le contenu traduit souvent une volonté de défense des acquis antérieurs et l'idée que la solution résiderait dans des changements politiques. Ceci ne l'empêche pas par ailleurs d'avoir de nombreux débats sur la démocratie, l'unité d'action, l'institutionnalisation, la délégation de pouvoir, les critères de gestion, l'autogestion, la planification, les nationalisations, sur ses rapports aux partis politiques, notamment le PCF, ses pratiques, sa stratégie, ce qui n'est pas sans susciter des querelles internes et contestations. Le congrès de Grenoble en 1978 cristallisera ses débats. Il s'agit donc aussi dans cette partie, parallèlement ou de manière concomitante à l'analyse générale d'avoir une approche transversale et de regarder l'état d'organisation de la CGT pendant cette période (structures, direction et dirigeants, effectifs, mode de fonctionnement et pratiques...)

D'autre part, la CFDT évolue vers un syndicalisme qui se veut « moderniste » et n'a même plus l'ambition de réformer mais de réguler, cette régulation reposant essentiellement sur le contrat et la négociation impliquant la bonne volonté des « partenaires » sociaux pour corriger les injustices nées du système. Cette conception aboutira au « recentrage » de l'organisation et à une déclaration d'Edmond Maire, Secrétaire Général de la CFDT, décrétant la grève obsolète.

Dans ce décor FO garde une place spécifique s'appuyant essentiellement sur la politique contractuelle et la possibilité de « grains à moudre », gardien d'une conception réformatrice du syndicalisme héritée des années d'avant guerre.

La FEN empêtrée dans des querelles de tendances, reflets des stratégies politiques des partis de gauche, enfermée dans une autonomie préjudiciable aux actions unitaires, elle ne parvient pas à affirmer sa vocation fondatrice autoproclamée : retisser les liens nécessaires à une éventuelle réunification syndicale. Par contre, son poids dans le milieu lui permet d'infléchir les politiques éducatives mises en œuvre.

Pour ce qui concerne la CGT il serait intéressant d'examiner si les facteurs culturels, politiques, idéologiques qui la marquent jouent ou non un rôle sur sa capacité ou son incapacité à prévoir les évolutions et notamment la crise qui va frapper le syndicalisme dans les années 80.

D'autres aspects pourraient être également traités dans cette partie notamment l'immigration, la vie culturelle et les courants d'idées qui imprègnent la Société (philosophie, sociologie, religion...). Il est bien évident qu'il s'agit d'une note et que certaines affirmations contenues dans celles-ci n'ont pour fonction que d'être contredites, nuancées, approfondies pour alimenter réflexions et analyses.